

Dettes ou avances pour faire face à la crise ?

Frédéric Boccara

En lançant un débat sur le remboursement de la « dette Covid », le gouvernement a fait comprendre qu'il avait bien l'intention de poursuivre les politiques d'austérité pendant et après la pandémie, tout en déclenchant un débat passionné entre économistes. Cet article est la version complète d'une contribution à une table ronde publiée dans *l'Humanité* du 11 janvier 2021.

Avec les crises siamoises, sanitaire et économique, les dettes publiques se sont envolées. En France, elle atteindrait 120 % du PIB fin 2021, sans compter de possibles nouveaux événements pesant sur la situation économique. Le gouvernement considère que 150 milliards d'euros pourraient être isolés comme « dette Covid » à proprement parler sur un total de quelques 2 600 milliards.

La dette publique

Pourquoi cette dette pose problème ? D'une part à cause de son coût pour la rembourser : il peut évincer les dépenses salariales, sociales, de services publics, de transformation écologique et justifier une politique super-austéritaire. Déjà, la dette d'avant Covid pèse 37 milliards d'euros d'intérêts par an, l'équivalent d'un budget de l'enseignement scolaire. D'autre part parce qu'elle a été contractée en gonflant les marchés financiers – la BCE n'utilisant sa création monétaire que pour racheter la dette aux BlackRock, BNP-Paribas et autres – et donc armer encore plus les forces antisociales et anti-salariales, y compris la possibilité de spéculation demain faisant remonter les taux, donc le coût de la dette. Enfin, parce que cette dette n'a pas, ou très peu, « préparé l'avenir » : presque rien pour l'hôpital, notamment en embauches et formations, *idem* pour l'éducation nationale ou la recherche, l'université, aides aux profit et au capital des grands groupes en acceptant leurs licenciements, financement du chômage partiel au lieu de plans de formation, de recherches et d'emploi sécurisé pour de nouvelles productions, un appui plus que défaillant à l'artisanat, aux PME, à la culture, à la jeunesse, etc.

Trois positions économiques

Que viser ? Trois positions économiques occupent le devant de la scène. L'une est qu'il faut d'abord

rembourser et se serrer la ceinture pour cela. C'est la position néolibérale, austéritaire : l'épargne préalable, le capital impose sa loi par-dessus tout. Elle mène dans le mur. Même les néolibéraux prétendent qu'ils ne la suivront pas. Ils sont pourtant engagés dans ce sens, qu'on mette ou pas la dette dans une structure spécifique.

La position symétrique est qu'il ne faut pas rembourser la dette et l'annuler totalement. S'il faut certaines annulations, sélectives, et surtout une renégociation de la dette passée, une annulation générale de toute la dette ne tient pas la route. Car (1) il faut avant tout de nouvelles dépenses, donc de nouveaux financements pour embaucher, pour investir efficacement ; (2) des annulations fragiliseraient les prêteurs que sont les banques, dont beaucoup de françaises, dont il y a besoin qu'elles contribuent à un nouveau type d'expansion ; (3) dans le rapport des forces mondial avec le capital, l'annonce d'une annulation générale précipiterait une crise majeure que le monde du travail serait le premier à payer, avec des effets en cascade.

La dernière position est qu'il ne faut pas chercher à la rembourser et que c'est la croissance qui va permettre de la rembourser. Cette position de gauche a une part de vérité et une part erronée. La part erronée, c'est celle qui consisterait à nier les problèmes. Or la détention de la dette par les marchés financiers rend sa masse dangereuse, en outre la question d'une baisse de valeur de la monnaie ne peut être exclue si l'argent fourni à crédit, par cette dette, ne développe pas l'économie française et va même alimenter des délocalisations ou des exportations de capitaux vers les USA. La part de vérité est que c'est en effet sur la croissance des richesses produites, donc du revenu global, que la dette sera remboursée. Et plus cette croissance est élevée, moins la dette pèsera. C'est toujours ainsi qu'on a réussi à sortir des grandes crises, par exemple après 1945.



Dans la mesure où l'État, pour simplifier, s'est endetté en partie afin d'éviter que les entreprises (surtout!) ou les ménages (moins...) ne s'endettent, certains peuvent considérer que la société a pris en charge cette dette privée potentielle et donc parler d'une « dette privée socialisée ».



Des dépenses préalables, mais orientées correctement!

Il faut donc des dépenses préalables, pas une épargne préalable, pour permettre cette croissance. Encore faut-il qu'elle soit véritablement saine.

La part erronée, c'est que (1) cette croissance ne viendra pas de façon automatique, il faut des dépenses préalables (embauches, investissements, formation, etc.) et du revenu (une demande); (2) la croissance dépend du type de dépenses (embauches, salaires, investissements efficaces *versus* spéculations et délocalisations); (3) cette croissance peut être empoisonnée écologiquement (pollutions, etc.) et néfaste socialement (délocalisations, finance, précarité, bas salaires, etc.). Et donc mener vers d'autres catastrophes. Et d'ailleurs, les politiques keynésiennes ont largement échoué depuis le début des années 1970.

Concrètement, quand l'État verse des milliards à un grand groupe qui, comme Général Electric, démolit l'emploi, délocalise et met en cause la réponse au défi climatique, en fermant progressivement la fabrication de turbines hydroélectriques, l'activité Grid et en démantelant sa filière nucléaire, cela pèse contre la croissance et l'empoisonne. Et cela nous amène vers de nouvelles catastrophes et ne permet pas de rembourser la dette.

L'enjeu est donc le contenu et l'orientation des dépenses publiques et celles des grands groupes. C'est-à-dire l'intervention populaire politique et consciente, et la mise en place des institutions démocratiques à visée autogestionnaire pour permettre cela. Là encore, l'exemple de l'après-guerre montre qu'il faut des transformations profondes. De portée révolutionnaire, mais tout à fait réalistes et rassembleuses. Comme l'ont pu être en leur temps les mesures préconisées par le CNR.

Faire de la dette une avance et non une pénitence

Il faut considérer une dette comme une avance pour faire face à la crise.

Sur le fond il existe deux conceptions d'une dette monétaire: celle qui la considère avant tout comme une avance pour des dépenses, celle qui la considère avant tout comme un devoir moral.

De nos jours, avec la bataille idéologique qui s'est développée, nous sommes pénétrés de la seconde. Pourtant, factuellement, c'est bien la première qui est juste.

La dette privée: conditionner son utilisation

Dans la mesure où l'État, pour simplifier, s'est endetté en partie afin d'éviter que les entreprises (surtout!) ou les ménages (moins...) ne s'endettent, certains peuvent considérer que la société a pris en charge cette dette privée potentielle et donc parler d'une « dette privée socialisée ».

Oui pour insister sur les interdépendances monétaires qui se sont renforcées à l'occasion de cette crise, la société, *via* l'État, prenant encore plus en charge des dépenses d'acteurs économiques privés (entreprises ou ménages), pourquoi pas. Mais donc c'est une raison pour mettre des conditions fortes à l'utilisation de cette dette privée, la « piloter » avec « nos » critères! Mettre des conditions fortes, c'est ce que refuse le patron du Medef, G. Roux de Bézieux (interview aux *Échos* du 30 septembre 2020), tout comme B. Le Maire qui préconise une vague « charte », sous responsabilité des grands patrons (Conférence de presse du 16 septembre 2021). Et, tout récemment, le gouvernement a déclaré que les entreprises bénéficiant du PGE (prêt garanti par l'État) pourront verser des dividendes en 2021, l'interdiction ne portant que sur 2020.

On pourrait même ajouter qu'avec la révolution informationnelle, la contribution de toutes et tous au progrès global de société et de civilisation n'est pas seulement une question éthique, mais une véritable question d'efficacité économique. Par exemple qui permet plus la lutte contre l'épidémie entre le chercheur chinois qui séquence le génome du virus et le met à disposition partagée, l'étudiant qui aide des personnes âgées et participe à la non-dissémination du virus, le chercheur de Pfizer ou de Moderna, le chercheur obscur de telle université ou les bénévoles d'internet qui maintiennent Wikipédia et assurent la circulation d'une information scientifique de masse? C'est un des éléments qui justifie un pas en avant radical et révolutionnaire vers une socialisation nouvelle du revenu et de la formation, dans le sens d'une sécurité d'emploi et de formation.

Mais cela ne doit pas masquer les enjeux de contenu, les questions de « classe » comme on dit (mais au sens vraiment marxiste: capital *versus* êtres humains et nature) et les questions de démocratie. N'acceptons pas un chantage super-austéritaire au nom du remboursement de la dette dont nous serions tous, prétendument, solidaires.

Un Fonds européen d'expansion sociale et écologique appuyé par la BCE

Il faut une expansion écologique et sociale en France et coordonnée en Europe. Une expansion *par* l'écologie et le social, pas par le capital, c'est-à-dire une expansion dont l'emploi, la formation et les services

publics sont le moyen dès l'entrée et non une résultante aléatoire finale parmi d'autres.

Cette reflation permettrait de faire fondre la dette et de la rembourser, mêlant croissance du PIB et une certaine inflation. Elle devrait être accompagnée de nouveaux prélèvements publics et sociaux (cotisations sociales), pour une nouvelle fiscalité, refondue tant sur les ménages que sur les entreprises.

Pour cela il faut agir dans le même temps et de façon cohérente sur la dette passée, les dépenses qu'elle finance, et pour des avances pour l'avenir, financées par endettement et engager une refonte des prélèvements publics et sociaux, incitatrice à des dépenses efficaces, pénalisant les dépenses stériles et malsaines.

Pour ce qui concerne la dette, la BCE doit financer directement la dette pour les services publics, par un Fonds européen pour les services publics, un Fonds d'expansion sociale et écologique solidaire, géré démocratiquement, au lieu d'armer les marchés financiers en lui rachetant la dette publique, soumise alors à spéculation. L'article 123.2 du TFUE autorise formellement – même si cela va à l'encontre de l'esprit austéritaire et pro-marchés financiers des rédacteurs initiaux – la mise en place d'un tel Fonds sans attendre, et sans ouvrir

une aléatoire renégociation des traités. Elle doit reprendre la dette passée; la sortir ainsi de la spéculation, et rétrocéder les intérêts de cette dette aux États, d'autant plus qu'ils développent les services publics, notamment lorsque c'est pour affronter la pandémie (hôpital, etc.), soit jusqu'à 37 milliards d'euros de ballon d'oxygène immédiat pour la France! Elle doit réorienter sa politique de re-financement des banques: les financer à bas taux, y compris négatif, d'autant plus que les prêts des banques préservent et développent l'emploi, la formation, pour des recherches et des productions engageant la transformation productive écologique et sanitaire.

De la France on peut mettre en place un Fonds d'utilisation de la dette, branché directement sur la création monétaire des banques publiques et de la BCE, en réseau avec d'autres Fonds nationaux européens, géré démocratiquement par les représentants des travailleurs, des associations (écologiques, humanitaires, de jeunesse), des élus.

Il fonctionnerait pour une planification démocratique et décentralisée à l'appui de conférences territoriales permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation écologique. ■

À propos d'un débat dans *l'Humanité* sur le revenu de base ou universel

Gisèle Cailloux

Plus la double crise, économique et sanitaire, fait monter les angoisses, plus la tentation est forte de trouver des remèdes qui dispensent de lutter contre la domination du capital. Le dernier numéro de la *Lettre du RAPSE* contenait une réfutation de ces illusions dont nous publions un extrait.

La Covid-19, la crise sanitaire qui en résulte, ne sont pas responsables de cette crise mais l'ont accélérée et renforcée, en stoppant une partie de l'économie et en créant un tsunami sur les secteurs de l'industrie du tourisme, de la culture...

Cette crise sanitaire «justifie» ou «permet» de justifier aux yeux de l'opinion publique les suppressions d'emplois par centaines de milliers.

En réalité, c'est l'occasion pour tous les grands groupes de se restructurer (fermetures, réductions d'effectifs, délocalisations...) avec l'objectif de renouer avec des taux de rentabilité plus satisfai-

sants pour les actionnaires. On baisse le coût du travail (salaires) pour augmenter le coût du capital (dividendes, frais financiers)!

Pour ce faire, on détruit une partie du capital, on licencie des milliers de salariés, on délocalise, on réorganise les chaînes de valeurs dans le monde. Du grand classique!

Les causes réelles de la crise et ses conséquences sur l'emploi, la misère générée par le chômage trouvent leur source dans le capitalisme, dans sa recherche effrénée de toujours plus de profits. Et c'est bien cette source qu'il faut tarir pour mettre un terme à la misère, au chômage.